

# HISTOIRE DE L'ALIMENTATION

## QUELS ENJEUX POUR LA FORMATION ?

Sous la direction de Julia Csergo

avec la collaboration de Christophe Marion

2004

educagri  
éditions

### Quelle offre d'histoire ? Le regard de l'ethnohistorien

**François Sigaut**

ethnohistorien, directeur d'études

École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris

Je n'aime pas beaucoup la notion d'agroalimentaire. Et cela parce que jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, l'agriculture produit tout, et pas seulement l'alimentation. Elle produit presque tout avec presque rien, c'est-à-dire qu'elle n'utilise qu'un peu de métal pour ses outils (un métal, d'ailleurs, qui est en grande partie une production agricole puisque, pour le fabriquer, on emploie beaucoup de charbon et que le charbon vient des forêts). C'est seulement à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle que l'on commence à voir en France (les Anglais sont un peu en avance, mais je parle de la France) la production du métal se développer à partir de coke ou, du moins, à partir de charbon fossile. Jusque vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle donc – je préfère n'être pas plus précis –, l'agriculture produit tout avec rien. Elle produit d'abord les aliments, c'est entendu, mais elle produit aussi l'huile pour l'éclairage (il y a une augmentation formidable de la production d'oléagineux en France au XIX<sup>e</sup> siècle), et pour toutes sortes d'autres usages industriels, dont on a totalement perdu le souvenir parce que l'huile de baleine, puis les huiles tropicales, enfin le pétrole ont presque entièrement

éliminé la production indigène d'oléagineux depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Je ne rappelle que pour mémoire les autres plantes industrielles, textiles, tinctoriales, etc., mais je ne voudrais pas manquer d'insister sur le fait que les bœufs et les chevaux représentent l'équivalent de la régie Renault et de Peugeot réunis, que l'avoine, le foin et les autres fourrages sont l'équivalent du pétrole, etc. À Paris, le nombre de chevaux est multiplié par quinze ou vingt entre 1830, je crois, et 1880, qui est l'époque où se développent les premiers omnibus et tramways hippomobiles; c'est une courbe de croissance absolument phénoménale. Et ces chevaux qui sont à Paris, il faut naturellement les nourrir avec de la paille, du foin, du maïs, des féveroles, enfin tout ce que l'on peut trouver, parfois venant de fort loin.

Donc l'agriculture est loin de ne produire que pour l'alimentation. En réalité, on n'a probablement commencé à parler d'agroalimentaire que dans les années soixante-dix. Il y a aussi d'autres aspects à prendre en compte, comme la naissance d'une industrie là où, auparavant, il y avait un rapport plus ou moins direct entre les producteurs et les consommateurs, etc. Voilà pourquoi, à mon sens, on peut parler d'histoires contiguës, mais qui sont des histoires différentes. Pour moi, l'histoire a un rôle essentiellement critique, c'est-à-dire qu'on n'est pas libre de faire ou de ne pas faire de l'histoire. Tout le monde en fait et (trop souvent) croit faire de l'histoire, alors qu'en réalité on fabrique des mythes; l'exemple du cassoulet est révélateur. Je crois qu'il est essentiel de ne pas mélanger les genres. Le rôle de l'historien est précisément de regarder derrière les mythes. Cela ne veut pas dire que les historiens ne produisent jamais de mythes eux-mêmes, mais il faut bien voir que l'intérêt spécifique, l'intérêt propre de l'histoire, est de critiquer les mythes. Or, en matière d'agriculture et d'alimentation, les mythes ne manquent pas. J'ai aussi entendu parler dans ce débat, et cela me touche beaucoup, du rôle que pourrait jouer l'histoire dans l'enseignement agricole. Le problème est que ce rôle est officiellement et effectivement à peu près nul. Il est tout à fait vrai qu'un certain nombre d'enseignants commencent à trouver qu'il serait bien intéressant de regarder de ce côté-là. Mais l'histoire en tant que telle n'apparaît pas dans les programmes. Et à mon avis, elle n'y sera pas introduite avant longtemps, parce que l'histoire que demandent les agronomes, qu'ils soient chercheurs, praticiens ou enseignants, cette histoire-là n'existe pas. Les historiens ne la font pas. Les historiens

font une histoire agraire qui est très honorable, et très intéressante en elle-même, mais qui n'est pas exactement celle que demandent les professionnels. Alors que font ceux-ci? S'ils sont vraiment motivés, ils s'y mettent eux-mêmes, ils font l'histoire dont ils ont besoin. On a cité un exemple, celui de M. Malassis, *Les trois âges de l'alimentaire*. J'ai infiniment d'estime pour M. Malassis avec qui j'ai eu des rapports tout à fait cordiaux dans la création d'Agropolis-Muséum, qui fut une grande initiative. Mais je dois dire que parler de trois âges de l'alimentaire, c'est une simplification qui peut être utile d'un certain point de vue, mais qui n'a guère de sens du point de vue historique. L'ennui est que les historiens patentés n'ont pas de contre-proposition sérieuse à faire. Le problème est précisément là, me semble-t-il. Il y a une demande sociale d'histoire, Jean-Luc Mayaud y a fait allusion, je ne veux pas y revenir d'un point de vue général. Je me limite à la demande qui commence à s'exprimer dans les milieux de l'agriculture et de l'alimentation depuis une vingtaine d'années. Le fait est que cette demande d'histoire n'est pas satisfaite par la production des historiens actuels, et qu'elle a donc tendance à dériver vers la production de mythes, ce qui me paraît fort dangereux. J'insiste: dans la situation actuelle, si on décidait soudain d'enseigner l'histoire de l'agriculture, on manquerait de matière. On n'aurait guère le choix qu'entre enseigner quelque chose qui ne répondrait pas aux besoins réels des étudiants, et quelque chose qui serait de l'ordre du mythe. J'ai l'air d'être négatif, mais en fait je prêche pour qu'on réfléchisse à tout cela. Il faut qu'un dialogue entre les parties concernées ait lieu, mais qu'il ait lieu sur des bases saines, et qu'on ne se lance pas dans des aventures basées sur des malentendus.

Si nous pouvons, à travers l'IEHA, engager ce dialogue, ce sera très bien. En ce qui me concerne, je travaille aussi sur l'alimentation, mais ce n'est pas mon sujet central, qui est plutôt l'agriculture. Que faut-il pour que ce dialogue ait lieu? Il faut « se prendre par la main », il faut qu'un certain nombre de gens se réunissent et en discutent d'une manière approfondie. Mais il me semble qu'une prise de conscience est nécessaire à propos des contenus. C'est pourquoi je militerais pour que des chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) en prennent l'initiative. Non pas les historiens de l'INRA. Il y a certes plusieurs historiens à l'INRA, mais ce sont des historiens classiques, si je peux m'exprimer ainsi, c'est-à-dire qui font une histoire sociale, économique ou agraire dont je ne conteste nullement la qua-

lité, mais qui est parfaitement classique. En revanche, il y a aussi à l'INRA vingt ou trente chercheurs qui ne sont ni historiens, ni sociologues, ni anthropologues, mais qui ont des questions à poser aux historiens. C'est avec eux qu'il faut discuter, l'idéal serait même que ce soit eux qui prennent l'initiative. Je ne sais pas s'ils sont prêts à le faire, ni si leur hiérarchie est prête à les suivre (ou à les y inciter). Pour ma part, je me permettrai de rappeler que je suis agronome au départ et qu'au début des années soixante-dix, quand je me suis reconverti à l'histoire, j'ai dû couper les ponts avec mes anciens collègues, parce que l'histoire n'intéressait strictement personne dans ce milieu. Aujourd'hui, dans une certaine mesure, la situation a évolué. L'histoire commence à intéresser pas mal d'agronomes, mais cet intérêt ne se manifeste qu'au niveau des individus. Les institutions et les hiérarchies ne bougent pas, et c'est cela qui m'a fait réagir lorsqu'on m'a demandé d'intervenir sur le thème « Qu'apporte la perspective historique aux formations agricoles et agroalimentaires? » Pour l'instant, elle n'apporte rien, puisqu'elle n'existe pas et que les institutions ne l'envisagent pas. Donc bien sûr, je suis partisan du dialogue, mais avec qui? Si les institutions, si les hiérarchies restent sourdes et muettes, nous pouvons bien dialoguer entre nous, chercheurs et enseignants de base. Cela ne servira pas à grand-chose.

Enfin, pour terminer, je voudrais dire qu'il y a un blocage spécifique par rapport à l'histoire qui n'existe pas du tout par rapport aux autres sciences sociales. Il y a ici une différence qui doit être perçue. Quand j'étais à l'Institut national agronomique au début des années soixante, nous y avions des cours de sociologie. C'était Michel Cépède qui enseignait la sociologie, et je ne suis pas sûr qu'il ait été le premier à le faire. La sociologie est donc présente dans l'enseignement supérieur agronomique depuis au moins cinquante ans. L'économie y est présente depuis bien plus longtemps encore, et probablement aussi la géographie... Cela signifie qu'il n'y a aucun blocage de principe vis-à-vis des sciences sociales. En revanche, il y a un blocage tout à fait spécifique par rapport à l'histoire. Et ce blocage est double car il y en a encore un autre, vis-à-vis de l'histoire des techniques cette fois. Nous parlons de l'histoire de l'alimentation mais sur l'histoire des techniques de préparation des aliments, qu'avons-nous comme bibliographie récente et utilisable? Je ne m'avancerai pas jusqu'à dire qu'il n'y a rien. Il y a bien sûr quelques travaux ponctuels, comme

partout. Mais, à ma connaissance, il n'y a rien qui permette de baser un enseignement un peu détaillé et complet. Le blocage est donc à deux degrés: il y a un refus institutionnel de l'histoire, qui s'explique sans doute par une sorte « d'horreur viscérale » de nos élites professionnelles pour le passéisme; et il y a un refus de l'histoire des techniques qui est beaucoup plus général, puisqu'il est le fait de l'immense majorité des historiens eux-mêmes.